

Un 1er-Mai qui enfonce la gauche dans le pathétique

Après que Raphaël Glucksmann a accusé les Insoumis d'avoir été à l'origine de ses déboires dans la manifestation du 1er-Mai, la guerre des gauches est repartie de plus belle. Une énième polémique attisée par l'approche des européennes qui apparaît si ce n'est coupable, du moins totalement stérile.

[Fabien Escalona](#) et [Pauline Graulle](#)

2 mai 2024 à 20h47

DesDes milliers de manifestants défilant contre la politique antisociale d'Emmanuel Macron et [confiant leur terreur](#) face à la montée de l'extrême droite... Alors que la gauche syndicale défilait, unie, dans les cortèges du 1^{er}-Mai, la gauche partisane, elle, a donné l'impression de se regarder le nombril.

En ce 1^{er} mai 2024, il y avait pourtant beaucoup à dire sur la souffrance au travail, les salaires bloqués dans un contexte d'inflation inédit, la criminalisation des mouvements en soutien du peuple palestinien ou la guerre en Ukraine. Mais c'est la guéguerre entre La France insoumise (LFI) et Raphaël Glucksmann qui a pris le dessus dans les médias et sur les réseaux sociaux. En cause : l'expulsion de ce dernier du cortège manifestant à Saint-Étienne, sous des projectiles de peinture et des mots d'ordre tels que « *Palestine vivra* » et « *PS salaud* ».



Raphaël Glucksmann quitte le cortège du 1er-Mai à Saint-Étienne. © Photo Vero Martin / Hans Lucas via AFP

Quelques heures plus tard, devant des journalistes réduits à devoir compter les points, les deux camps s'accusaient mutuellement de « mensonges » et de « calomnies ». D'un côté, Raphaël Glucksmann attribuant à LFI – dont un militant, ancien suppléant du candidat aux

législatives, a effectivement assumé avoir participé à l'expulsion – la responsabilité de ces « *attaques [qui sont le] résultat de mois de haine et de calomnies savamment orchestrées par les Insoumis et d'autres* ». De l'autre, LFI faisant valoir qu'elle n'y était pour rien puisque l'expulsion du candidat du PS avait été clairement revendiquée par... les Jeunes communistes du département de la Loire.

« Diviseurs de la gauche »

Si tout le monde, y compris Jean-Luc Mélenchon, a rapidement condamné l'événement et regretté qu'un responsable politique soit ainsi blacklisté d'une manifestation – « *Tous ceux qui veulent faire allégeance à la lutte des travailleurs pour leurs droits ont leur place le 1^{er}-Mai* », a souligné le triple candidat à la présidentielle –, les noms d'oiseaux ont néanmoins continué à voler toute la soirée entre les deux anciens partenaires de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes).

Chloé Ridet, colistière de Raphaël Glucksmann, a taclé « *la gauche la plus bête du monde* ». Et en réponse à ce dernier, Manuel Bompard, numéro un du mouvement mélenchoniste, a rétorqué « *Vos accusations mensongères sont malhonnêtes et révoltantes. Faites campagne autrement* ».

En fin de journée, en meeting à Villeurbanne où il a retrouvé Raphaël Glucksmann, le premier secrétaire du Parti socialiste (PS), Olivier Faure, fustigeait les « *diviseurs de la gauche* », alertant contre les œillades de la droite européenne à l'extrême droite de Giorgia Meloni – la présidente du Conseil d'un pays où 1 500 personnes ont pu organiser lundi [un défilé](#) quasi militaire à Milan, saluts fascistes à la clé.

À lire aussi

[À Strasbourg, Glucksmann défie Macron sur sa vision de l'Europe](#)

25 avril 2024

Pendant ce temps-là, Jean-Luc Mélenchon regrettait, lui, une « *diversion médiatique* » et le « *rôle de victime* » endossé par Raphaël Glucksmann, « *qui en profite pour [...] accuser* » les Insoumis. Et réclamait solennellement des « *excuses* » aux socialistes pour avoir accusé son mouvement à tort.

De quoi laisser parfois nombre d'électeurs et de sympathisants en plein marasme politique à quelques semaines d'élections européennes promettant un duel entre les macronistes et le Rassemblement national (RN). Mais aussi certains responsables politiques, à l'instar de Clémentine Autain : « *Le débat et la compétition à gauche, oui. L'affrontement et l'agression, non* », a-t-elle commenté. Ou encore de Sandrine Rousseau, qui a confié sur X sa lassitude devant un tel spectacle... avant de retirer son tweet pour « *ne pas alimenter la machine* ».

Au lendemain de l'incident, peut-être rattrapés par une subite prise de conscience du caractère navrant de la séquence, les querelleurs de la veille avaient quant à eux laissé de côté leurs rodomontades. Contactés, ni Olivier Faure, ni Raphaël Glucksmann, ni Manuel Bompard n'ont souhaité répondre à nos questions. Quant à Mathilde Panot, elle essayait tant bien que mal de tourner la page sur France Info : « *On ne va pas rester vingt-cinq ans sur un incident que [Raphaël Glucksmann] monte lui-même en épingle !* », estimait-elle.

De fait, l'ambiance peu reluisante de cour de récréation a donné lieu à des hyperboles sous forme de références historiques. À Villeurbanne, s'excusant par avance de sembler atteindre le « point Godwin », Olivier Faure a rappelé combien la victoire du nazisme devait à la division des gauches, nourrissant un flot de réactions pointant en retour les conséquences mortifères des démissions de la social-démocratie au cours de l'histoire.

Une vieille histoire

La passe d'armes de ce 1^{er}-Mai est révélatrice des logiques de concurrence à l'œuvre au sein des gauches, alors que leur poids électoral cumulé est historiquement faible sous la V^e République. À ce jeu à somme nulle, voire négative, chaque force cherche à échapper à ses responsabilités, voyant dans l'autre la responsable de dérives justifiant une rupture de confiance et de solidarité.

En dépit de la surdramatisation de la séquence, l'expérience malheureuse de Raphaël Glucksmann n'a pourtant rien de nouveau ni d'exceptionnel. Avec l'enfarinage, les jets d'œufs et autres charivaris, elle est même un grand classique du répertoire militant.

En 2005, François Hollande, alors premier secrétaire du PS, était ainsi visé par une boule de neige lors d'une manifestation pour les services publics à Guéret (Creuse), sur fond de tensions à gauche à propos du référendum sur le traité constitutionnel européen (TCE). Treize ans plus tard, c'est son lointain successeur, Olivier Faure, qui avait dû s'enfuir sous les huées d'une manifestation de cheminots. La séquence avait valu le prix de l'humour en politique 2018 à son ancien camarade, Emmanuel Maurel, pour sa formule : « *Pour savoir où est Olivier Faure, suivez les sifflets !* »

Par la suite, le premier secrétaire, estimant avec juste raison que le retour dans les manifestations était un préalable à sa tentative de (re)conquête du pouvoir, a tout fait pour être « réaccepté » dans les mobilisations – notamment dans les cortèges contre la réforme des retraites, où il sera plusieurs fois acclamé.

À lire aussi

[Maintenant la gauche, c'est quand qu'on va où ?](#)

2 janvier 2023

Habitué des exclusions de manifestation, le PS n'est d'ailleurs pas le seul à avoir parfois subi l'excommunication. Dans un autre genre, plus glaçant, il faut se rappeler de la violente – et inattendue – [prise à partie](#) des Insoumis à la manifestation en soutien de Mireille Knoll par les nervis de la Ligue de défense juive. Un vrai traumatisme pour Jean-Luc Mélenchon et ses proches, qui expliquera, entre autres choses, pourquoi les Insoumis se sont bien gardés de se rendre à la [manifestation contre l'antisémitisme](#) le 12 novembre.

Il y a un an, c'est le communiste Fabien Roussel qui, le 1^{er} mai, sous une pluie torrentielle, essuyait les foudres vocales de manifestants scandant « *Fabien Roussel n'est pas un camarade !* » Après le saccage du stand du PCF et deux camarades blessés, il avait lui aussi été sorti de la manifestation par son service d'ordre.

L'incident était pourtant loin d'avoir fait la une des journaux. La Nupes, quoique déjà fragilisée, agissant encore comme un bouclier neutralisant des éternelles querelles sur ce

qu'est être – ou ne pas être – de gauche. Surtout, nul enjeu électoral ne pointant à l'horizon, la responsabilité des faits avait été rapidement attribuée aux « black blocs » et l'affaire, pourtant humiliante pour le parti de Maurice Thorez, avait été vite oubliée.

Un procès venu de loin

Cette fois, il est probable que la prise de bec, savamment entretenue pour des raisons de stratégie électorale, laisse des traces pour longtemps. Moins de deux ans après la création de la Nupes, « *c'est un gâchis terrible, on est tous tétanisés, renvoyés à un camp* », confiait, jeudi, un unioniste de gauche, qui soulignait toutefois que la « *machine à détruire* » aurait été beaucoup moins performante si la gauche était partie unie aux européennes.

Cela fait en tout cas de longues semaines que les cadres du mouvement mélenchoniste ciblent directement le dirigeant de Place publique, dont le pedigree d'ancien quoique éphémère sarkozyste peut certes prêter le flanc aux interrogations. Redoutant qu'une partie de leur électorat de 2022, lassé des prises de position polémiques de Jean-Luc Mélenchon – sur le 7 octobre notamment –, ne retourne dans le giron d'une social-démocratie écologiste [ripolinée à l'occasion des européennes](#), ils n'y ont pas été de main morte.

À lire aussi

[Nupes : aux racines du « problème Mélenchon »](#)

18 octobre 2023

Jean-Luc Mélenchon lui-même a partagé à plusieurs reprises sur Facebook une coproduction des sites de gauche *Frustration Magazine* et *Le Média*, intitulée « *Non, il [Raphaël Glucksmann – ndlr] n'est pas un camarade* ». Dans cette optique, la députée insoumise Élisabeth Martin avait érigé l'essayiste en « *coqueluche bobo parisienne des médias* ».

Rima Hassan, en sixième place sur la liste de Manon Aubry, lui a aussi consacré de nombreux posts sur X, dont elle fait un usage intensif. En mars, elle [écrivait](#) : « *Vous n'êtes pas le candidat de la gauche point* », en commentaire d'une interview de Glucksmann au quotidien *Le Parisien* titrée « Je ne suis pas le candidat de la gauche molle ». En janvier, elle listait toutes les raisons pour lesquelles l'eurodéputé lui paraissait « *indéfendable* » sur le dossier israélo-palestinien – lui-même ayant alors répliqué, sur son compte Instagram, contre une « *campagne de manipulation* » venue « *des cercles de La France insoumise* ».

Mardi 30 avril, en meeting à Grenoble, la tête de liste mélenchoniste Manon Aubry avait quant à elle dénoncé « *la troïka* » formée par « *Macron, Glucksmann et Bellamy* ». Une façon de suggérer une identité politique commune entre ces trois personnalités dont les familles politiques cogèrent *de facto* l'Union européenne, mais au prix d'une grande approximation quant à leurs positions réelles en tant qu'individus.

Une bonne affaire pour le PS

S'exprimant à Villeurbanne, Glucksmann a d'ailleurs renvoyé les Insoumis à un sentiment de jalousie vis-à-vis de sa dynamique, acquise sans « le bruit et la fureur » accolés à Mélenchon et à sa garde rapprochée. « *Je comprends leur frustration* », a-t-il plusieurs fois répété, en jurant qu'on ne le prendrait pas à s'adonner lui aussi à la « *brutalisation* » de la vie politique.

De quoi faire d'autant plus enrager les Insoumis que Glucksmann et les responsables socialistes, à la tribune comme sur les réseaux sociaux, ne les défendent que *mezza voce* contre le traitement judiciaire et médiatique qui leur est fait : [convocation policière pour « apologie du terrorisme »](#), demande de rendre des comptes sur un tweet du Guide suprême iranien soutenant les mobilisations propalestiniennes en France, accusation d'être des amis des « *mollahs* » par le ministre de la justice lui-même, suggestion journalistique selon laquelle Rima Hassan appellerait à une intifada en France (sic)...

L'incident de Saint-Étienne aura en tout cas été l'occasion pour le PS et Place publique s'écarter, momentanément peut-être, d'une ligne de conduite consistant à viser le moins explicitement possible la concurrence à gauche, pour n'apparaître que comme des pourfendeurs de la Macronie et de l'extrême droite – une stratégie à laquelle ils sont d'autant plus incités qu'ils apparaissent en tête des enquêtes d'opinion, plusieurs points devant les Insoumis et les écologistes.

À lire aussi

[Au Parlement européen, LFI fait le bilan de sa « méthode activiste »](#)

16 mars 2024

[Européennes : à Roubaix, Jean-Luc Mélenchon raille « la grande trouille » de ses adversaires](#)

18 avril 2024

La réaction des soutiens de Raphaël Glucksmann, lequel s'en était jusqu'alors tenu à des attaques relativement *soft* contre la liste représentée par Manon Aubry, n'est pas ainsi moins exempte d'arrière-pensées électorales. Alors que la tête de liste du PS tutoie la liste macroniste dans les intentions de vote, l'incident de Saint-Étienne fait figure d'aubaine.

L'épisode offre non seulement à un parti sans cesse au bord de l'explosion la possibilité de resserrer les rangs autour d'un candidat « victimisé ». Mais il ouvre aussi la voie à une attaque désormais « légitime » du style de cette gauche dite radicale. Avec, au bout du compte, un socle électoral solidifié et l'opportunité pour les socialistes d'afficher plus clairement encore leur démarcation vis-à-vis des mélenchonistes, condition *sine qua non* pour permettre aux macronistes déçus et anti-Nupes en tout genre de pouvoir voter en toute sérénité pour la liste de l'essayiste.

En somme, il rend possible d'écrire le récit d'une gauche « responsable » face à un camp n'ayant pas la même « *conception du débat démocratique* » et tentant « *d'électris[er]* » la campagne, ce que n'a pas manqué de souligner Raphaël Glucksmann devant les caméras. Une campagne qui ne fait, hélas, que commencer.

[Fabien Escalona](#) et [Pauline Graulle](#)